

Après la profanation de la cathédrale de Santiago de Chile, l'évêque auxiliaire réagit

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#), [En Une](#), [Points non négociables](#)

Date : 10 août 2013



Mgr Cristian Contreras Villarroel a appris la profanation de la cathédrale Saint-Jacques de Santiago du Chili par des pro-avortement alors qu'il était à Rio de Janeiro pour les JMJ. Il a vivement condamné cette action dans une lettre publique intitulée « La vie, la fécondité et la mort ». C'est un texte d'une rare franchise et d'une réjouissante précision. Je vous en propose de larges extraits traduits par mes soins. – J.S.

Au milieu de cette joyeuse réalité, j'ai reçu avec beaucoup de peine et aussi avec indignation la nouvelle de la profanation de notre église cathédrale, précisément en la fête de notre saint patron, saint Jacques, premier martyr de l'Église. Notre archevêque, Mgr Ricardo Azzati, a envoyé un communiqué clair aux catholiques et à l'opinion publique. L'église cathédrale a accueilli les joies et les espoirs, et aussi les angoisses et les tristesses de notre peuple depuis quatre siècles. Personne n'a le droit de l'outrager ; personne n'a le droit d'insulter notre foi en Dieu ni les fidèles réunis pour la sainte messe.

Qui a fait cela ? Il s'est agi d'un groupe de fanatiques, encouragés par des organisations internationales qui prétendent par la tromperie détruire le substrat chrétien de notre culture en promouvant l'avortement. Il s'agit de jeunes déséquilibrés qui ne croient pas à la liberté d'autrui. Ce sera une bombe à retardement pour notre démocratie si nous ne parvenons pas à

établir des lois claires et précises qui assurent la défense et la protection de la vie et l'arrêt de la violence.

On est frappé, en outre, par le cynisme de ceux qui ont convoqué la marche pour la mort de celui qui est sans défense, justifiant l'irruption violente dans la cathédrale au motif que l'Eglise a le pouvoir de s'opposer à la liberté de ceux qui promeuvent le pire des massacres : la mort d'un être sans défense dans le sein de sa mère. Ce sont les promoteurs d'une anticulture de la mort dont nous devons dénoncer les programmes « thérapeutique » et « eugénésiques » auxquels même le Troisième Reich, le nazisme de Hitler n'auraient pu songer. L'Eglise n'a pas le pouvoir de la force, ni de la violence. Elle a seulement le pouvoir de Jésus-Christ. Mais cela ne signifie nullement que ceux qui croient au Christ sommes des citoyens de seconde zone. C'est pourquoi notre archevêque a lancé un appel clair pour la sauvegarde de l'expression publique de la foi des citoyens chiliens, catholiques et non catholiques, garantie par notre Constitution.

Etant posé ce douloureux scénario, je propose aux chrétiens la réflexion suivante par rapport à la vie, la fécondité et la mort. C'est ici que se joue l'avenir de notre démocratie et la cohérence des hommes politiques chrétiens que nous allons devoir choisir lors des prochaines élections présidentielles et parlementaires.

1. Cela donne à penser, et même beaucoup à penser, que la sacralité de la vie dépend, dans la pratique, de ceux qui détiennent le pouvoir politique, économique et culturel. Ce sont eux qui décident qui a le droit de vivre et qui va droit à la mort. Il n'y a que trop d'exemples. Même au Chili.

2. Cela donne à penser, et même beaucoup à penser, que des éléments aussi essentiels que la différence et la complémentarité entre un homme et une femme puissent apparaître aujourd'hui comme une divagation propre aux gens aliénés ou aux rétrogrades « conservateurs ». « Egalité », « égalitaire », voilà la consigne. La différence ne vaut plus grand chose. Y a-t-il quelque de plus « paritaire » que le mariage entre un homme et une femme ? C'est pourquoi la foi chrétienne n'impose pas aux personnes homosexuelles le « mariage », qui est le propre de l'homme et de la femme, nécessaire à la procréation.

3. Cela donne à penser, et même beaucoup à penser, que le droit à la bonne mort, doctrine traditionnelle de l'éthique chrétienne, est aujourd'hui appelée improprement « euthanasie » pour libérer le pouvoir arrogant de ceux qui cherchent à tuer un moribond, un vieillard, ou d'autres êtres humains que les majorités parlementaires pourraient considérer comme inutiles. Il se passe la même chose avec l'avortement et les euphémismes qui occultent son essence criminelle : les êtres humains, on les poursuit, on les juge et on les condamne dans le sein maternel.

4. Cela donne à penser, et même beaucoup à penser, que le Décalogue de Moïse et d'autres codes tout aussi basiques de la convivialité humaine, en se transformant en « droits de l'homme » si essentiels et si applaudis, soient devenus sujets aux changements, aux ajouts et aux amendements déterminés par des sociétés puissantes pour s'imposer ensuite aux nations plus faibles et plus dépendantes.

Dès lors la vie, d'absolu, devient relative ; la liberté se transforme en commodité pour le jeu des influences pour atteindre le pouvoir ; homme et femme deviennent de simples adjectifs qui n'ont plus grand chose, voire plus rien de substantif, dont la nature qui est d'être seulement deux, homme et femme, est modifiée en vue d'autres classifications. Une nation européenne ne parle déjà plus de papa et maman ; mais de géniteur numéro un et de géniteur numéro 2. Mais la nature parvient toujours à s'imposer en raison de son essence propre. Les assauts idéologiques contre nature ont toujours laissé une traînée d'atrocités derrière eux, tout au long de l'histoire.

A titre personnel, je soutiens et je célèbre le progrès de l'humanité et des lois, simplement je n'accepte pas que des faiseurs d'opinion qui jugent la peine de mort inhumaine l'appliquent sans scrupules à un fœtus qui n'a pas le droit de se défendre, qu'on arrache littéralement au ventre et aux entrailles de celle qui doit être sa mère et sa protectrice.

Je ne veux pas qu'on me trompe avec la mort, qui est la part dramatique de l'existence, quand elle est décrétée par les forts et appliquée aux faibles, en qualifiant un crime d'« euthanasie », c'est-à-dire bonne mort. Quelle manière de prostituer le langage !

C'est pourquoi je préfère aussi que nous parlions directement d'avortement, sans invoquer le droit à la vie de la mère (ce qu'on appelle abusivement l'avortement « thérapeutique ») : ce sont des situations dont la technique médicale est venue à bout depuis des décennies. Je préfère que nous parlions de tuer les malades en phase terminaux ou les inutiles, sans appeler cela « euthanasie ». Pourquoi nous tromper nous-mêmes ! Mieux vaut confronter les faits que d'essayer d'y échapper en cherchant des mots bien élevés, des euphémismes, pour nommer ce que nous ne voulons pas affronter : des crimes, un point c'est tout.

A l'heure qu'il est mieux vaut peut-être revenir aux trois premiers chapitres de la Genèse que respectent les « religions du Livre », c'est-à-dire les juifs, les musulmans et les chrétiens. Dans cette tradition on reconnaît que le péché radical – originel quant à sa racine – est de vouloir de faire dieu pour que être nous-mêmes maîtres de l'histoire. Et que pour cette raison, Dieu apparaît alors qu'il charge un archange de garder l'autre arbre du paradis, celui de la vie, puisque si les dommages causés par le fait de se faire dieu avec l'arbre du bien et du mal, Dieu ne veut penser ni de près ni de loin à ce que peut faire l'humanité si elle devient maîtresse de la vie.

Malheureusement il y a des hommes politiques chrétiens et des hommes politiques humanistes, et aussi des commentateurs et des faiseurs d'opinion, que l'on dit tous très démocrates, qui paraissent ne pas connaître ces choses élémentaires sur lesquelles s'est fondée depuis sa source l'humanisme chrétien.

Mgr Cristian Contreras Villarreal

***• Voulez-vous être tenu au courant des informations originales paraissant sur ce blog ?
Abonnez-vous gratuitement à la lettre d'informations. Vous recevrez au maximum un***

courriel par jour. [S'abonner](#)

© [leblogdejeannesmits](#) pour la traduction

[Réseau Riposte catholique](#)